
PLAN LOCAL D'URBANISME



KERLOUAN

Finistère

DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Arrêté le : 03 aout 2016

Approuvé le : 22 mars 2017

Rendu exécutoire le : 05 avril 2017



7, rue Le Reun - 29480 Le Relecq-Kerhuon
Téléphone : 02 98 28 13 16 - Fax : 02 98 28 30 12
Email : geolitt@geolitt.fr
www.geolitt.fr



Membres du Conseil en exercice : 39
Présents : 32 Votants : 37

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

DELIBERATION N° CC / 03 / 2017

Séance du 11 / 01 / 2017

Le 11 janvier 2017, à 18 h 00, le conseil communautaire, dûment convoqué le 5 janvier, s'est réuni en session ordinaire à l'hôtel communautaire sous la présidence de Bernard TANGUY.

DELEGATION AUX COMMUNES DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Le droit de préemption urbain est un droit qui permet à une collectivité publique ou l'Etat **d'acquérir en priorité un bien** qui lui est nécessaire pour mener sa politique d'aménagement sur certaines zones préalablement définies. Ce dernier peut être instauré par délibération lorsqu'il existe sur le territoire un PLU, un POS ou une carte communale et ce sur les zone U et/ou AU du territoire. Il ne peut être institué sur la commune Kernouës et de Saint-Frégant, car soumise au règlement d'urbanisme.

La loi ALUR du 24 mars 2014 prévoit que « la compétence d'un EPCI à fiscalité propre, ainsi que celle de la métropole de Lyon en matière de plan local d'urbanisme, emporte leur compétence de plein droit en matière de droit de préemption urbain ». La communauté de communes étant compétente en matière de « PLU et document en tenant lieu » depuis le 1^{er} janvier 2017, elle devient de faite compétente de plein droit en matière de Droit de préemption urbain.

Le code de l'urbanisme prévoit toutefois que l'exercice de ce droit peut être délégué aux communes membres comme prévu aux articles L 211-1 et L 213-3 du code de l'urbanisme.

Vu la loi ALUR du 24 mars 2014 ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 211-1 et suivants, L 213-3 et R 211-1 et suivants ;

Vu les statuts et compétences au 1^{er} janvier 2017 ;

Considérant les avis favorables de la commission aménagement du 13 décembre 2016 et du bureau du 3 janvier 2017, pour une délégation aux communes,

Il est proposé au conseil communautaire :

- **D'instituer un droit de préemption urbain sur toutes les zones urbaines (U) et d'urbanisation futures (AU) des PLU, sur toutes les zones U et NA des POS ainsi que les zones constructibles d'une carte communale, délimitées par ces plans lors de l'approbation et leurs différentes mises à jour apportées depuis.**
- **De déléguer l'exercice du droit de préemption urbain aux communes membres, à l'exclusion des zones d'activités économiques définies dans les statuts de la communauté de communes, ou opérations reconnues d'intérêt communautaire,**
- **De déléguer au président, l'exercice du droit de préemption urbain pour ce qui est des zones d'activités communautaires ou opérations reconnues d'intérêt communautaire,**
- **De donner pouvoir au président pour la mise en œuvre de la présente délibération et notamment :**
 - o **Notification de cette délibération :**
 - **Au directeur départemental des finances publiques**
 - **Au conseil supérieur du notariat**
 - **À la chambre départementale des notaires**
 - **Aux barreaux constitués près le Tribunal de grande instance de Brest**
 - **Au greffe du tribunal de grande Instance de Brest**
 - o **L'affichage de la présente délibération au siège de la communauté de communes et dans les mairies concernées,**
 - o **L'insertion d'une mention de cette délibération dans deux journaux diffusés dans le département.**

DECISION : Adopté à l'unanimité.

Le Président
Bernard TANGUY